

Gerstube : forte mobilisation sous la pluie avant un CSE décisif



Gerstube : forte mobilisation sous la pluie avant un CSE décisif

C'est sous la pluie que salariés de Gerstube, syndicalistes de la CGT et habitants se sont rassemblés dès le matin devant les locaux de la mairie où se tient un CSE exceptionnel. Sept mois après l'incendie d'avril 2025 et l'annonce de la non-réouverture du site par le PDG, cette journée est jugée « décisive » : plusieurs expertises — comptable, conditions de travail et accompagnement psychologique — doivent être présentées, éclairant enfin des mois d'incertitudes.



Des salariés à bout : «On se sent comme des pions»

Parmi les employés présents, **Malaury**, régleuse au moulage depuis 25 ans, résume un sentiment largement partagé : « Le PSE n'est pas du tout à la hauteur de ce qu'on attendait. On nous considère comme des pions. »

Touchée psychologiquement par l'incendie puis par la décision du PDG de ne pas reconstruire le site, elle décrit une situation devenue intenable : « On ne dort plus la nuit. Le licenciement n'est pas encore acté, tout traîne. Heureusement que ma famille est là. »

Elle dénonce un supra-légal jugé «ridicule», alors que le PDG, selon elle, « partira avec beaucoup ». « On demande juste un respect minimum et de quoi partir dignement. Il ne veut même pas nous recevoir. »

Les salariés affirment n'avoir obtenu des informations sur l'avenir du site qu'à travers leur délégué syndical CGT,

La CGT demande une révision des mesures prévues:

Présent aux côtés des salariés, **Fabrice Lamarque**

Il pointe également un PSE « indigne », rappelant les propositions jugées dérisoires : 1 mois de supra-légal pour moins de 5 ans d'ancienneté, 4 mois pour plus de 20 ans d'ancienneté. « Pour des gens qui ont créé la richesse de l'entreprise, c'est indécent. »

Il souligne que



Christophe Boronad (CGT) : "Nous sommes très loin des attentes"

Pour le délégué syndical Christophe Boronad, les jours à venir seront cruciaux : « Le supra-légal n'est pas du tout à la hauteur, surtout au regard des assurances et des moyens de l'entreprise. »

La date butoir du PSE est fixée au 5 décembre, laissant seulement quinze jours de négociation : « On attend que le PDG réagisse aux expertises et qu'il prenne enfin conscience de la situation humaine. »

Soutien des associations et de la population : "Du mépris complet"

Isabelle Marie, présidente de l'association Vic Kiosque, est venue exprimer sa solidarité : « Je suis navrée du manque de courage du PDG. Il ne parle pas aux salariés. C'est un mépris total. » Elle rappelle que toutes les familles du secteur sont touchées, et appelle au dialogue pour sortir de l'impasse.

Élus mobilisés autour du dossier

La maire de Vic-Fezensac, **Barbara Neto**

Présence du PDG mais absence de déclaration

Une journée clé pour la suite

les assurances,

l'état réel de la trésorerie,

les marges de manœuvre du PSE.

Ils souhaitent également être reçus par le Préfet, suite aux déclarations du Ministre.

Une mobilisation qui ne faiblit pas

